

L'IMPUISSANT VÉTO - LA PAIX ET LA GUERRE...

Le monde éprouve les plus grandes difficultés à remonter des abîmes où l'avait plongé la guerre mondiale. De toutes parts d'insurmontables obstacles s'opposent à l'élévation naturelle vers de meilleures conditions d'existence des peuples divers. Les nations les plus favorisées, comme les États-Unis, n'échappent pas à cette loi: c'est que les problèmes internationaux pèsent d'un poids de plus en plus lourd sur les possibilités nationales.

Nul ne peut - et ne s'aviserait d'ailleurs de le faire - nier l'entière interdépendance des Nations. Les capacités prodigieuses des potentiels économiques exigent impérieusement des débouchés extra-nationaux. Tout pousse au renversement rapide des barrières frontalières et l'humanité marche vers une unification sans limite artificielle: les frontières et les Patries appartiennent désormais au Passé et leur suppression de fait n'est guère éloignée étant déjà accomplie.

C'est la raison profonde qui anime - inconsciemment, sans nul doute - le dernier discours de M. Truman à l'ouverture de l'Assemblée de l'O.N.U., lorsqu'il insiste sur le fait que: *«Cette réunion de l'Assemblée symbolise l'abandon de la politique américaine d'isolement»*. Deux faits nouveaux, en effet, émergent, puissants et impérieux, bien au-dessus des nouveautés nées de la guerre.

En premier lieu, cet abandon proclamé par M. Truman de l'isolationnisme américain, en second lieu une politique, nouvelle et à longue haleine, d'exportation russe. Le fameux *«Rideau de Fer»*, les accords économiques soviétiques-suédois, la participation aux adjudications pour la construction du barrage d'Assouan (Égypte) en sont les manifestations sinon les plus dangereuses du moins les plus spectaculaires. Quoi d'étonnant que ces deux politiques impérialistes se rencontrent et se heurtent?

Car - et nous pensons que la majorité des hommes en est plus ou moins convaincue - ce sont... *«les différences dans les systèmes économiques et sociaux qui divisent les peuples en éléments inconciliables»* - selon une phrase du discours déjà citée - et non plus on ne sait quelle désuète conception d'un patriotisme ridicule et absurde. L'affranchissement de la peur, dont parle M. Truman, n'est pas possible dans le cadre du capitalisme: c'est elle qui oblige - et non de fausses raisons philanthropiques inexistantes - le plein emploi et l'absolue nécessité de l'exportation, sous peine de troubles sociaux aux États-Unis.

Elle est à l'origine - cette peur - de la politique extérieure soviétique, l'U.R.S.S étant menacée, pensent ses dirigeants, par une coalition d'intérêts, et elle exige en conséquence le maintien des «satellites» à la fois comme glacis stratégiques et comme réceptacles et fournisseurs de denrées et produits. C'est encore la peur qui a contribué aux exigences du *4^{ème} Plan quinquennal*, en vue de dépasser le potentiel économique des U.S.A., afin d'asseoir solidement la sécurité de l'U.R.S.S. et satisfaire, prolongement indispensable, les clients étrangers dont la conquête prochaine est d'ores et déjà prévue.

La discussion du droit de veto ne peut porter que sur des questions de détail: la Russie a un trop grand intérêt à son maintien. C'est, actuellement, sa seule arme VISIBLE. Son abus, que signale M. Atlee par ailleurs, ne réside pas tant dans son emploi que dans son essence même: l'autorité - si bien représentée par ce veto dictatorial n'étant que la manifestation paresseuse à l'égard des solutions nettes et définitives. En conséquence de quoi, il permet la remise des discussions sur des sujets contradictoires et embarrassants. écarte le fait brutal - sans pouvoir le supprimer - et se trouve donc indispensable actuellement, comme le laissait clairement entendre M. Noël Baker à l'assemblée de l'O.N.U.

M. Vychinski accepte la discussion sur certaines modalités du droit de veto: au grand soulagement des Anglo-Saxons, il en refuse l'abandon. Car cet abandon impliquerait une foule de conjonctures nouvelles et fort épineuses. En premier lieu, le retrait, forcé et normal, de l'U.R.S.S. comme membre de l'O.N.U., puisque ce pays n'aurait plus à sa disposition la seule arme qu'elle possède dans ce «*panier de crabe*». L'histoire de la S.D.N. risquerait de se renouveler et l'on peut raisonnablement demander qu'elle valeur pratique aurait alors l'O.N.U. sans l'U.R.S.S. et ses satellites. Le fossé actuel deviendrait rapidement un abîme inquiétant.

Mais si l'impuissance de l'O.N.U. est manifeste, sa désintégration ne peut se prévoir. Les réunions internationales sont maintenant trop entrées dans les mœurs de chaque peuple et les rapides moyens de locomotion joints à la dissémination des richesses naturelles à travers le globe, rapetissent trop éloquemment la surface terrestre.

Il n'empêche, cependant, que l'abolition du droit de veto entraînerait - dans les conditions actuelles, et en vertu de ce qui précède - un conflit guerrier IMMÉDIAT. Son maintien - et a condition que le veto fût le seul prétexte d'une conflagration nouvelle - retarde vraisemblablement la venue de la 3^{ème} guerre mondiale jusqu'aux environs de 1950.

Mais cette guerre ne peut être évitée. M. Truman en avertit explicitement les peuples. «*Ce ne sont, dit-il. ni le droit de veto ni les droits de la majorité qui PEUVENT ASSURER LA PAIX*». Le droit de veto est incapable de solution nette, nous l'avons vu et démontré: il n'est qu'un palliatif et ne doit être considéré que comme tel. Il permet néanmoins, et par ricochet, de saisir sur le vif la mesquinerie ahurissante des pygmées de la politique - qui s'attardent sur de puérides question de préséances - en face des gigantesques événements qui changent en ce moment LA FACE DU MONDE.

Les problèmes économiques - TALONNÉS PAR LE PROBLÈME SOCIAL - offrent tellement de contradictions dangereuses dans et pour ce régime, qu'ils sont plus ou moins voués à n'être jamais RATIONNELLEMENT résolus. Il en résulte cette marche de crabes actuelle, ces coups de théâtres en attendant les coups de tête. Cet empirisme INÉVITABLE qui retarde - oh! pour très peu de temps - l'effroyable 3^{ème} guerre mondiale, en est aussi forcément l'une des causes primordiales. Or, cet empirisme, ce retardement de solutions urgentes et logiques, ne peut disparaître dans ce régime, car il permet - à lui seul - LA SURVIE ACTUELLE DU CAPITALISME.

Doit-on, cependant, accepter éternellement et le chaotique développement des événements et la menace de la guerre? Les peuples en sont excédés, c'est un fait, vérifiable et indéniable. Mais que chacun se rende compte enfin que le capitalisme porte ces contradictions, ces menaces en lui-même, qu'il en est imprégné, saturé et qu'il n'est au pouvoir de personne de s'en débarrasser. Il faut donc, pour les extirper, supprimer la cause, c'est-à-dire donc le capitalisme. Cette besogne de salubrité publique est urgente, extrêmement urgente: la guerre est proche. «*HANNIBAL AD PORTAS...*».

Le LIBERTAIRE.
